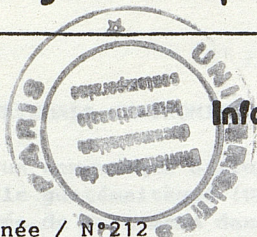


ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

5° année / N°212

du 13 a 19 mars 1986

POLITIQUE

Le Guatemala compromis par l'aide à la Contra
L'appui guatémaltèque à la Contra s'intensifie
D'autres preuves de la compromission du Guatemala
Le PARLATINO préoccupé par la situation des droits de l'homme
Le Guatemala en observation
Des menaces contre les paysans
Recrudescence des violations des droits de l'homme
Le mécontentement augmente
Le calendrier des visites présidentielles

ECONOMIE

La réunion des ministres donne peu de résultats
Le café au Guatemala

INSURRECTION

Les activités de l'URNG dans le nord-ouest
Les insurgés occupent un village

SITUATION SOCIALE

La souffrance des Guatémaltèques

DROITS DE L'HOMME

La CDHG dénonce la répression
La violence fait de nouvelles victimes
Un homme poursuivi et assassiné
Ils libèrent un séquestré

MISE AU POINT POLITIQUE

Des changements dans la hiérarchie militaire
Les hommes de Gramajo
Contre-insurrectionnel et interventioniste

4° P. 12315

POLITIQUE

LE GUATEMALA COMPROMIS PAR L'AIDE A LA CONTRA

Dans un communiqué diffusé le 16 mars, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) dénonce "la profonde compromission" de l'armée du Guatemala dans l'apport d'une aide à la contrerévolution nicaraguayenne ; l'URNG s'élève également contre la politique de neutralité active du président Vinicio Cerezo, destinée à tromper et à compromettre les secteurs démocratiques de bonne foi.

Le territoire guatémaltèque sert de "pont logistique" pour approvisionner les "contras" installés au Honduras ; l'URNG en veut pour preuve l'information récente concernant un avion C-47 abattu dans une zone où convergent les frontières du Guatemala, du Salvador et du Honduras ; on suppose que l'avion avait décollé de l'aéroport international La Aurora de la capitale guatémaltèque avec des provisions pour les "contras".

L'URNG indique que des officiers et des gradés somozistes sont entraînés par des instructeurs étrangers dans des cours dits de commandement au sein du détachement de l'armée situé à "La Polvora", dans la municipalité Melchor de Mencos, dans le département du Peten, (nord du pays).

L'URNG a par ailleurs fait circuler un communiqué au cours de la réunion du Mouvement des pays non-alignés (NOAL), qui a eu lieu du 9 au 11 mars à Georgetown, Guyane ; dans ce document, l'URNG assure que les problèmes du peuple guatémaltèque et la politique extérieure du président Cerezo n'auront de perspective différente que si celui-ci engage le processus de dialogue pour la paix et la démocratie proposé par les insurgés.

L'APPUI GUATEMALTEQUE A LA CONTRA S'INTENSIFIE

Le 13 mars, l'Aéronotique civile du Guatemala a confirmé qu'un avion DC-3 abattu le 9 sur le territoire du Honduras avait décollé quelques heures auparavant de l'aéroport international La Aurora, à destination de la localité El Estor, dans le département de Izabal. Trois des membres de l'équipage sont guatémaltèques.

Selon plusieurs sources, l'appareil, piloté par le nord-américain Joseph Bernard Mason, ex-pilote au Vietnam, transportait des armes destinées à la Contra ; il a été abattu à son retour par la force aérienne de défense du Honduras.

Seuls les militaires honduriens soutiennent que l'avion, immatriculé aux Etats-Unis, aurait décollé du Nicaragua chargé de drogues. L'équipage guatémaltèque était composé de : Jorge Lisando Paiz Mauricio, 33 ans, pilote des réserves militaires du Guatemala ; Carlos Eduviges Mauricio, 31 ans et Carlos Melgar, 20 ans ; ils ont tout d'abord été transférés à Houston, Texas, (EU) avant d'être identifiés.

D'AUTRES PREUVES DE LA COMPROMISSION DU GUATEMALA

D'après une information publiée le 15 mars dans le journal nord-américain Miami Herald, le vice-président George Bush a envoyé une lettre à Mario Castejon, médecin guatémaltèque et principal dirigeant du groupement d'extrême-droite au Guatemala ; Bush propose une entrevue avec le lieutenant-colonel Oliver North, ex-membre du Conseil de sécurité nationale et par ailleurs impliqué dans le scandale de l'Irangate.

Castejon dirige le Parti conservateur national qui appuie activement la Contra ; l'un des projets de ce parti serait de constituer une brigade médicale internationale en faveur des antisandinistes. Le 16 mars, Castejon a confirmé à la presse internationale avoir reçu une carte de Bush et la demande de réunion de celui-ci.

LE PARLATINO PREOCUPE PAR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

Le 16 mars, Oswaldo Enriquez, vice-président de la Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG), a fait savoir que le parlement latino-américain (PARLATINO) avait résolu d'envoyer une commission d'enquête au Guatemala, chargée d'établir pour le mois de décembre prochain un rapport sur la situation des droits de l'homme au Guatemala. Enriquez était à la tête de la délégation de la CDHG, invitée en tant qu'observateur à la session ordinaire de la Commission des droits de l'homme du PARLATINO, qui a eu lieu à Quito (Equateur) entre le 9 et 10 mars.

Enriquez a signalé que la dénonciation de la CDHG à propos de la situation critique du Guatemala a été appuyée par les représentants du PARLATINO et par divers organismes présents ; une motion de soutien au régime démocrate-chrétien du président Cerezo a été repoussée.

LE GUATEMALA EN OBSERVATION

D'après une résolution votée en Suisse, à Genève, le 11 mars, la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations-Unies (CDH/ONU) a décidé de continuer à observer la situation des droits de l'homme au Guatemala, et d'examiner le cas lors de son assemblée générale l'année prochaine, en accord avec ses 43 pays membres.

La CDH/ONU remarque que 14 mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution guatémaltèque on n'a toujours pas nommé le procureur des droits de l'homme, qui aurait dû être désigné au plus tard en novembre dernier ; la CDH/ONU exprime sa préoccupation pour le sort des Guatémaltèques portés disparus.

La résolution demande à Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, de nommer un conseiller auprès du gouvernement guatémaltèque pour les questions relatives aux libertés et aux garanties individuelles des Guatémaltèques.

DES MENACES CONTRE LES PAYSANS

Des paysans originaires du département de San Marcos, dans l'ouest du pays ont fait savoir le 16 mars qu'ils sont l'objet de menaces et de tentatives d'intimidation de la part des militaires. Ceux-ci leur défendent de prendre part au mouvement en faveur de la terre et à l'association nationale paysanne, qui exigent une répartition équitable de la terre non cultivée des grands domaines agricoles de la région. Le Père Andres Giron, dirigeant de ce mouvement, a eu un entretien avec la responsable des questions politiques de la présidence, Sara Mishaan de Ramirez pour demander au gouvernement la destitution immédiate de Nery Samayoa, président de l'Institut de transformation agraire (INTA) ; d'après Giron, Samayoa fait des propositions à certains groupes d'agriculteurs dans le but de diviser le mouvement.

RECRUESCENCE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Dans un communiqué du 16 mars, la Confédération internationale des organisations syndicales libres (CIOSL) a dénoncé la recrudescence des violations des droits de l'homme et des droits syndicaux au Guatemala durant la première année de gestion démocrate-chrétienne. Dans une note adressée au président Cerezo, la CIOSL se déclare "visée" par l'enlèvement, la torture et l'assassinat du syndicaliste Manuel de Jesus Lopez, membre de la confédération de l'Unité syndicale du Guatemala (CUSG).

LE MECONTENTEMENT AUGMENTE

D'après un communiqué du 16 mars des Femmes socialistes et démocrates si l'arrivée au pouvoir du président Cerezo a constitué dans un premier temps un soulagement, dans la mesure où l'on a cru que les choses allaient changer, on ne peut aujourd'hui se dissimuler la réalité: les Guatémaltèques vivent dans un contexte de grande privation ; le niveau de vie a diminué de 20% par rapport à 1985 ; la situation économique et sociale se détériore, et se traduit par une dégradation des conditions de vie pour tous les citoyens, mais qui touche en premier lieu les enfants en raison de l'insalubrité, du manque d'accès à la médecine, le manque d'éducation et de services publics de base.

LE CALENDRIER DES VISITES PRESIDENTIELLES

Claudia Arenas, chargée des relations publiques de la présidence a fait savoir le 13 que le président Cerezo rencontrerait son homologue nord-américain Ronald Reagan le 13 mai prochain. Le 25 mars, le président de la République d'Allemagne fédérale Richard Von Weizacker arrivera au Guatemala suivi le 8 avril par Miguel de la Madrid, président du Mexique.

ECONOMIE

LA REUNION DES MINISTRES DONNE PEU DE RESULTATS

Au cours d'une réunion sur la coopération, tenue les 14 et 15 mars à Managua (Nicaragua), les ministres de l'économie des pays d'Amérique centrale ont souhaité une action énergique contre la crise économique et sociale de la région. Ils reconnaissent les divergences des politiques en vigueur mais insistent sur l'importance d'une action économique multilatérale en tant que voie la plus adéquate pour faire face aux difficultés.

Les responsables de la coopération économique centraméricaine ont appelé l'attention de leurs gouvernements sur les graves déséquilibres des balances des paiements et sur l'impressionnante diminution du commerce interrégional, qui est passé de 1 200 millions de US dollars en 1980 à moins de 400 millions en 1986.

LE CAFE AU GUATEMALA

Le 16 mars, René Montes, ambassadeur guatémaltèque auprès de l'Organisation internationale du café (OIC) a déclaré que le Guatemala produit 3,44% de la part mondiale de l'exportation de café, qui représente un total de 55 millions de sacs de 60 kg, pour 50 pays producteurs. Le Guatemala produit donc 900 mille sacs de 60 kg, volume qui s'est maintenu au cours des 4 dernières années.

INSURRECTION

LES ACTIVITES DE L'URNG DANS LE NORD-OUEST

Un communiqué du 17 mars de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) rend compte de deux attaques contre les troupes de l'armée près de la caserne située près du fleuve Xalbal, sur la route transversale du nord, dans la municipalité de Ixcán, département du Quiché. Un soldat est mort, d'autres ont été blessés.

Ces actions se produisent, ajoute l'URNG, à un moment où l'armée concentre beaucoup d'hommes dans ses détachements de Ixcán et effectue d'intenses bombardements contre la population civile.

LES INSURGES OCCUPENT UN VILLAGE

Selon une information du 16 mars de l'Armée guérillera des pauvres (EGP), membre de l'URNG, des unités insurgées ont occupé durant cinq heures la localité de Nueva Concepcion, située près du chef lieu de la municipalité, Barillas, dans le département du Huehuetenango (nord ouest). L'action qui a réuni plus de 500 habitants a eu lieu le 28 février entre 8h30 et 13h30.

SITUATION SOCIALE

LA SOUFFRANCE DES GUATEMALTEQUES

Dans un rapport du Comité d'études des populations en crise (diffusé le 16), organisation privée basée à Washington (EU), le Guatemala figure sur la liste des pays atteints de "fortes souffrances humaines"; L'information a été élaborée à partir de 10 mesures concourant au bien-être : le revenu, l'inflation, la demande de nouveaux emplois, le taux d'urbanisation, la mortalité infantile, la nutrition, l'eau potable, l'utilisation de l'énergie, l'analphabétisation des adultes et la liberté individuelle.

DROITS DE L'HOMME

LA CDHG DENONCE LA REPRESSION

Dans un communiqué diffusé le 14 mars, le Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG) dénonce une nouvelle campagne de répression contre la population civile de l'Altiplano occidental du pays, notamment dans le département de San Marcos ; cette campagne est menée par des effectifs de l'armée et d'autres forces répressives ; à cette date on dénombre 8 assassinats et 2 disparitions.

La dénonciation porte sur l'assassinat des frères Alfredo et Pedro Vasquez le 8 février ; 3 jours plus tard, Gabino Perez Matias et Feliciano Ramirez étaient enlevés; le 12 février on retrouvait le cadavre de Paulino Barrios Juarez et le 26 ceux de Simeon Emilio Bamaca Perez, de son épouse Rosario Garcia de Bamaca, enceinte, et les corps de 3 autres personnes non identifiées.

LA VIOLENCE FAIT DE NOUVELLES VICTIMES

Porté disparu depuis 3 jours et recherché par sa famille dans les hôpitaux et prisons de la capitale, Juan Antonio Reyes Gamero, 25 ans a été retrouvé mort le 12 mars dans un quartier de la ville. On ne sait toujours rien du sort de Judith Miranda Rivas, 16 ans, enlevée alors qu'elle se dirigeait vers son école dans la ville de Puerto Barrios, dans le département de Izabal.

UN HOMME POURSUIVI ET ASSASSINE

Sergio David Fuentes, 32 ans, a été abattu par balles le 13 mars par un groupe d'hommes fortement armés qui l'ont poursuivi dans les rues avant de le tuer à l'intérieur d'une boutique de la capitale. Par ailleurs, on a retrouvé dans la capitale les cadavres de deux hommes présentant des traces de tortures le 14 mars.

ILS LIBERENT UN SEQUESTRE

Le professeur Vladimir Toledo Aquino, directeur du collège italien du Guatemala, a été libéré le 13 mars après avoir été détenu par des inconnus depuis le 22 janvier passé ; on ne sait rien pour l'instant des conditions de sa libération.

MISE AU POINT POLITIQUE

DES CHANGEMENTS DANS LA HIERARCHIE MILITAIRE

Des changements ont récemment eu lieu au sein de l'armée guatémaltèque, au niveau des postes de commandement et à la tête de garnisons. Ces nominations, qualifiées officiellement de changements de routine, pourraient devenir des éléments déterminants de la politique guatémaltèque actuelle, en raison des personnalités choisies.

L'artisan de ces mouvements est le général Hector Gramajo, chef de l'état-major de la Défense nationale en 1986, nommé ministre de la Défense par le président Cerezo le 1er février de cette année.

Gramajo avait été nommé général deux ans auparavant par le général Rodolfo Lobos Zamora, alors homme fort du régime militaire présidé par le général Oscar Mejia Victores.

Beaucoup considèrent Gramajo comme un défenseur virulent de la tendance dure des militaires guatémaltèques. Il figure en tête de la série de photographies représentant les dix meilleurs militaires latino-américains étudiant à Fort Benning (EU). A la mi-janvier de cette année, l'agence de presse UPI l'a décrit comme l'un des principaux sympathisants des "contras" nicaraguayens.

L'année dernière, bien que dépendant en principe de son supérieur hiérarchique le ministre de la Défense, Gramajo était déjà considéré comme l'homme fort de l'armée. En octobre 86, il s'est rendu à Washington pour recevoir 5 millions de dollars au titre de l'aide militaire octroyés par l'administration Reagan.

LES HOMMES DE GRAMAJO

Le général Gramajo devenant ministre de la Défense, le général Edilberto Letona Linares a été promu chef de l'état-major de l'armée, le poste lui revenant suivant le système de promotion en vigueur au sein de l'institution militaire.

Cependant, Letona refusant de se plier aveuglément aux directives de Gramajo, dut présenter sa démission "pour raisons de santé" 20 jours à peine après avoir été nommé.

La place fut occupée par le général Cesar Augusto Caceres Rojas, jusqu'à ce moment chef de la brigade "Guardia de honor" dans la capitale et considérée comme l'une des garnisons militaires les plus importantes. C'est la première base de blindés de l'armée. Le général Caceres avait été auparavant directeur du Centre d'études militaires, où se forment les militaires de haut grade.

En 1985, alors qu'il était sous-chef de l'état-major de la Défense, Caceres a signé les certificats de destination finale qui ont servi au gouvernement portugais pour vendre 746 tonnes de matériel de guerre au Guatemala. Ce matériel (mortiers, mitraillettes, lance-grenades) a finalement été livré à la contre-révolution nicaraguayenne en dépit de la garantie fournie par les certificats sur sa destination.

Gramajo Morales a nommé le colonel Arturo de la Cruz Gelpke au poste de vice-ministre de la Défense. Au cours des premières années de la décennie, de la Cruz a été chef de la base militaire de Coban, dans le département de Alta Verapaz, l'une des "aires de conflit" où les militaires ont commis de nombreux massacres de paysans indigènes. En 1986, le colonel de la Cruz Gelpke était attaché militaire à l'ambassade du Guatemala au Honduras.

Des changements sont également intervenus dans les trois garnisons militaires de la capitale, Guatemala-Ciudad. Le commandement de la brigade "Guardia de honor" est désormais assumé par le colonel Juan Leonel Bolanos Chavez, qui ces dernières années était chef du Centre informatique de l'armée, puis chef en second de la zone militaire de Chimaltenango, également qualifiée d "aire de conflit". Carlos Najero, agent de la CIA capturé par le gouvernement du Nicaragua, a déclaré que Bolanos Chavez était son contact dans l'armée guatémaltèque.

Le colonel José Luis Diaz Munoz est nommé chef de la brigade "Mariscal Zavala", après avoir dirigé les zones militaires de Retalhuleu et du Quezaltenango, terrains d'affrontements fréquents entre l'insurrection et l'armée.

Le colonel Otto Erick Ponce Morales prend le commandement de la caserne "Justo Rufino Barrios". En 1984-85, le colonel a dirigé les opérations anti-insurrectionnelles dans les départements de Alta Verapaz et du Suchitepequez, en tant que chef des zones militaires en cause.

Le colonel Pablo Nuila Hub est maintenant directeur du Centre d'études militaires. Nuila Hub est un vétéran, spécialisé dans l'intelligence militaire et la guerre psychologique. Nuila a successivement été chef de la police judiciaire, porte-parole du gouvernement, chef de l'état major de la présidence, et depuis un an et demi, chef de la zone militaire de Poptun, dans le département du Peten, "aire de conflits".

La police militaire mobile, corps de police militarisé que agit dans tout le pays, a pour chef le colonel Julio Cesar Ruano Herrera, qui a occupé ces dernières années les commandements de la base de parachutistes (les meilleurs troupes contre-insurrectionnelles de l'armée), de l'état-major de la présidence et de la zone militaire de Zacapa, à l'est du pays.

Les changements opérés par le général Gramajo concernent plusieurs zones militaires de l'intérieur du pays, caractérisées par l'activité insurrectionnelle.

Le colonel Byron Israel Lima Estrada, jusqu'à présent chef de la base militaire de Santa Cruz du Quiché, devient commandant des forces militaires de Poptun, El Peten. Lima Estrada a été chef du G-2 en 1985.

A la tête de la base militaire de Santa Cruz du Quiché est nommé le colonel Jaime Rabanales Reyes, spécialiste de l'espionnage militaire et de la guerre psychologique. Il a successivement occupé les postes de chef des relations publiques de l'armée, de l'état-major de la présidence et était récemment attaché militaire à l'ambassade guatémaltèque au Panama.

Le colonel Guido Abdalla Penagos, second chef de la base militaire de Santa Cruz du Quiché est nommé à la direction de la zone militaire de Playa Grande, dans le même département.

Il faut rappeler que le Quiché est probablement le département qui a été le plus atteint par les opérations contre-insurrectionnelles ces dernières années. Il compte des dizaines de milliers d'orphelins et de veuves, des populations entières ont été obligées de s'exiler, d'autres rayées de la carte.

Le commandement militaire dirigé par Gramajo Morales compte en outre plusieurs officiers de haut rang qui ont été confirmés dans leurs fonctions.

Le colonel Manuel Antonio Callejas reste sous-chef de l'état-major de la Défense. Sous le gouvernement du général Romeo Lucas Garcia (1978-82), il a été chef de la Régionale des télécommunications, étroitement liée au service d'espionnage militaire et fréquemment accusée d'enlèvements et d'assassinats politiques.

Le service d'espionnage G-2 est toujours dirigé par le colonel Edgar Augusto Godoy Gaitan, sous-chef de l'état-major du président Lucas Garcia, directement impliqué dans la répression menée à cette époque. Le chef de l'état-major de la présidence est le colonel Enrique Matta Galvez. Il a été chef de la base militaire de Santa Cruz du Quiché et directeur de l'Ecole polytechnique.

Le directeur général de la police nationale est le colonel Julio Enrique Caballeros Seigne, précédemment officier dans les services d'espionnage sur les zones de conflit. Il a également été chef en second de la base du Suchitepequez et chef de l'état-major de la présidence.

CONTRE-INSURRECTIONNEL ET INTERVENTIONISTE

Personne ne doute que, entre les nominations et les confirmations de postes, le général Gramano Morales se soit assuré le contrôle de l'institution militaire ; il a parfaitement placé ses pions au ministère de la Défense, à l'état-major de la défense, à l'état-major de la présidence, dans les garnisons de la capitale et de l'intérieur du pays.

On peut essayer de prévoir la direction que Gramajo imprimera à l'armée guatémaltèque à court et à moyen terme ; le profil du groupe de Gramajo permet d'avancer quelques prévisions.

En premier lieu, le caractère contre-insurrectionnel de ce commandement est évident. L'armée guatémaltèque a fréquemment été définie

comme contre-insurrectionnelle dans son ensemble, ce qui est sans aucun doute vrai. Mais on n'avait probablement jamais réussi à mettre aux postes-clé un groupe d'officiers possédant une si vaste expérience en la matière.

La plupart d'entre eux, outre les études réalisées aux Etats-Unis à Fort Benning ou à Fort Gullick, a eu les plus grandes responsabilités dans la direction de la lutte contre la guérilla dans les diverses "aires de conflit", lutte menée de pair avec la violation systématique des droits humanitaires de la population civile non combattante. Plusieurs de ces officiers ont occupé la direction du service d'espionnage (G-2, seconde section de l'état-major), organe chargé du contrôle de la population civile et responsable de la majorité des enlèvements et des assassinats politiques.

Les nominations des colonels de la Cruz Gelpke et Rabanales Reyes au sein du commandement sont révélatrices. Ils ont été attachés d'ambassade au Honduras et au Panama, et à ce titre en liaison étroite avec le commandement sud de l'armée nord-américaine et avec la contre-révolution nicaraguayenne. Ils sont habitués aux politiques interventionnistes.

Il faut également avoir présent à l'esprit la vocation pro-nord-américaine de Gramajo, la participation de Caceres Rojas dans la livraison d'armes à la Contra et la militance de Chavez dans la CIA. Tout ceci préfigure un groupe favorable aux positions nord-américaines en Amérique centrale, à la stratégie interventionniste et à l'appui aux Contras.

Certains observateurs émettent d'ailleurs l'hypothèse selon laquelle l'ambassade des Etats-Unis au Guatemala n'aurait pas été étrangère au réaménagement du général Gramajo.